

VENDREDI 31/08/2018 | ENTRAGES

LOUP

"Maintenant, il faut tirer, il faut faire du prélèvement"

Coordinateur du Plan national loup, le préfet Stéphane Bouillon n'a pas mâché ses mots hier, lors de la rencontre avec des éleveurs, à Entrages. Et encourage l'abattage.

Par Thibault BARLE



PHOTO STÉPHANE DUCLET

Stéphane Bouillon, préfet coordinateur national du plan loup, accompagné du préfet Olivier Jacob et d'élus, est venu à la rencontre de Pierre-Henri Pelestor, un éleveur victime d'attaques du prédateur.

Une trentaine de chèvres qui s'évaporent dans la nature, des veaux qui, à peine nés, disparaissent ou encore des juments, terrifiées par le loup, mettent bas des poulains mort-nés... Marie-Claire et Pierre-Henri Pelestor, éleveurs d'Entrages, voient leur

quotidien bouleversé par les incursions répétées du loup.

Une liste longue alors que toutes les mesures de protection ont été prises.

Hier, ils s'en sont émus auprès de Stéphane Bouillon, coordinateur du plan sur le loup et les activités d'élevage, et préfet de région Auvergne Rhône-Alpes en visite sur la commune.

Cette rencontre avec les représentants des agriculteurs dans le département et les élus locaux débutait sur l'exploitation de "*Pour faire ce métier il faut aimer les bêtes. Mais aujourd'hui tout notre travail est saccagé*", déplorait Pierre-Henri Pelestor en s'adressant à Stéphane Bouillon et Olivier Jacob, préfet des Alpes-de-Haute-Provence qui a pris ses fonctions cet été.

La discussion se poursuivait dans la salle communale d'Entrages. "*Il ne faut pas que les Alpes deviennent le sanctuaire du loup*" a martelé Jean-Paul Comte, président de la FNDEA, "*les éleveurs ont déjà fait des concessions en acceptant les chiens et les clôtures. Maintenant il faut laisser les éleveurs se défendre. Dès la première attaque ils doivent pouvoir tirer. Il faut qu'il y ait moins de loups*".

Un encouragement aux tirs de prélèvement

Si la baisse du nombre des canidés n'est pas au programme du plan loup, Stéphane Bouillon entend néanmoins remédier au déséquilibre qui existe entre la réintroduction du prédateur et la bonne santé du secteur pastoral.

"*Les Alpes-de-Haute-Provence sont le troisième département le plus touché par les attaques de loups. Et seulement deux spécimens ont été abattus*", a constaté Stéphane Bouillon. Pour remédier au problème, le coordinateur compte sur la coopération entre les éleveurs, les gardes de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), les chasseurs et les lieutenants de louveterie. Ces derniers pourront disposer de lunettes thermiques pour pouvoir intervenir de nuit à l'appel d'un éleveur. "*Sur les 26 loups abattus dans la région, 17 ont été tués par les chasseurs et les lieutenants de louveterie. Preuve qu'ils sont efficaces*", ajoutait le préfet de région Auvergne Rhône-Alpes.

Si cette année, 10 % des loups français peuvent être abattus, au regard de l'augmentation importante des populations, ce taux devrait être revu à la hausse pour les prochaines années. Le plan prévoit de contrôler leurs nombres pour atteindre les 500 loups en 2023. Le problème des patous et de leur cohabitation avec les randonneurs dans les massifs alpins était aussi au programme des discussions. Alors que 800 chiens patous au total veillent sur les troupeaux du département, des attaques sont parfois à déplorer. Hier, étaient pointés les acteurs du tourisme qui présentent les alpages comme des espaces de liberté, sans prendre en compte la présence des bêtes. Stéphane Bouillon mise sur l'information auprès des randonneurs pour corriger le comportement de certains randonneurs, parfois effrayé par les chiens et tenter de les faire cohabiter au mieux. Les grands oubliés du problème du loup : les éleveurs d'ovins, ont aussi été entendus lors de la réunion. Si les vaches sont aussi parfois traquées par le loup, il n'existe pas de mesures pour les en protéger. La question fera l'objet d'un groupe de travail entre les Directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des régions où est présent le loup et Stéphane Bouillon, pour mettre en place d'éventuelles indemnités.

Alors que demain s'ouvre la période durant laquelle seront autorisés les tirs de prélèvement, le préfet d'Auvergne Rhône-Alpes s'est adressé directement aux chasseurs, aux gardes de l'ONCFS et aux lieutenants louvetier : "*Maintenant au boulot ! Il faut tirer ! Il faut faire du prélèvement !*"